QUI SONT LES FRÈRES MUSULMANS ?

PAR FATIHA KAOUÈS
GSRL/CNRS

5 octobre 2011

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

QUI SONT LES FRÈRES MUSULMANS ?

Fatiha KAOUÈS / GSRL-CNRS*

Le soulèvement égyptien qui a abouti à la chute du raïs au pouvoir depuis près de trois décennies suscite un enthousiasme mâtiné d'anxiété[1]. Au cœur de ces interrogations inquiètes se trouvent les Frères musulmans, la réalité de leur emprise sociale et la nature des changements qu'ils pourraient impulser en cas de victoire aux élections à venir[2]. Leurs opposants les plus résolus les présentent comme les promoteurs probables d'un État islamique de type iranien, voire d'un régime version talibans, quand d'autres estiment qu'il faut croire aux volontés progressistes des Frères, à tout le moins leur accorder le bénéfice du doute.

Pour faire le point sur cette question, il convient de revenir sur trois aspects essentiels que l'intellectuel réformateur Mohamed Arkoun intégrait dans sa définition de la clôture dogmatique : le rapport à l'État, à la condition féminine et à la religion (en l'espèce, la gestion du fait non musulman, le plus souvent chrétien).

La confrérie des Frères musulmans a été fondée en mars 1928 par Hassan El Banna dans la ville égyptienne d'Ismaïlia. L'association entendait, dans un contexte de lutte contre l'occupation britannique, réformer la société égyptienne sur une base islamique, en mettant

* L'auteur achève une thèse sur le thème de l'activité missionnaire évangélique dans le monde musulman à l'Ehess et à l'Ephe (Groupe sociologie religions laïcité-GSRL) à Paris, sous la direction de F. Khosrokhavar et JP Willaime. Elle est basée à Beyrouth depuis plus d'un an, rattachée à l'Institut français au Proche Orient (IFPO) et chercheur associée au Centre d'étude pour le monde arabe contemporain (CEMAM-USJ/Beyrouth).

[1] Hosni Moubarak a succédé à Anouar el Sadate à la présidence de la République le 14 octobre 1981. Il est demeuré au pouvoir jusqu'à sa chute le 11 février 2011, faisant suite à un vaste soulèvement populaire qualifié de révolution.

[2] Les élections législatives sont prévues pour le 28 novembre prochain. Les Frères musulmans font pression et ont même menacé de boycotter le scrutin si le gouvernement de transition conduit par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) ne se décide pas à amender promptement la loi électorale. Ils réclament de pouvoir présenter des candidats pour le tiers des sièges du parlement encore réservé aux candidats indépendants. Leur seconde principale exigence porte sur la levée de l'état d'urgence, une requête formulée également par de nombreux autres partis politiques. Le 1er octobre dernier, le CSFA a semblé être à l'écoute de ces critiques, annonçant une transition plus affirmée vers un régime civil et démocratique. Il reste à savoir si ces modifications seront réellement mises en œuvre avant la date fatidique.

l'accent sur la prédication, l'éducation et l'action sociale. Dotée à ses débuts d'une structure pyramidale, la confrérie est devenue un mouvement de masse utilisant d'abord les réseaux gravitant autour des mosquées, investissant ensuite les organisations professionnelles. De sorte que, si les Frères musulmans comptaient quelques centaines de sympathisants lors de leur fondation, on évalue leurs membres à environ quatre millions aujourd'hui.

La confrérie n'a pas seulement gagné des sympathisants en Égypte, elle a aussi essaimé largement à travers le monde musulman, transportant son célèbre slogan « el Qoran dusturna » (le Coran est notre constitution) dans des dizaines de pays. Contrairement à une idée reçue, la confrérie n'est pas une organisation tentaculaire dirigée depuis l'Égypte, mais un mouvement aux branches multiples qui n'ont parfois en commun qu'une référence fondamentale à l'islam, pensée comme matrice d'une reviviscence sociale et morale trempée de religion mais empruntant des directions très variées, témoignant ainsi d'une extrême plasticité.

Les Frères musulmans et la violence

La violence est au centre des inquiétudes que suscitent les Frères musulmans. Ces derniers ont en effet été impliqués dans des violences il y a quelques décennies, comme la tentative d'assassinat de Gamal Abdel Nasser en 1954. Mais ils ont depuis renoncé à la volonté d'inscrire leur combat dans une optique guerrière, même dans les pires moments de répression[3].

Ainsi, l'histoire témoigne bien plus des violences subies par la confrérie – et conduites par les gouvernements égyptiens successifs – que de celles dont ses membres ont fait preuve. L'histoire des Frères musulmans raconte, en effet, un long parcours de répression[4].

Aux élections législatives de 2000, les Frères musulmans obtiennent 17 sièges. Au scrutin de 2005, ils remportent 88 sièges sur 454, loin derrière le Parti national démocratique du raïs Moubarak. Ses membres font souvent alors un usage intelligent de leur fonction, révélant un

[3] Cependant, il leur est parfois fait le reproche de ne pas dénoncer avec la rigueur requise les agressions commises contre des chrétiens, à l'initiative de radicaux supposés proche de la mouvance salafiste.

[4] Dans l'Égypte de Moubarak, la pratique de la torture était normalisée comme l'indique un rapport de Human Rights Watch. Ce dossier de presque 100 pages révèle des pratiques de tortures systématiques, dirigées principalement contre les Frères musulmans. Le rapport s'intitule de façon révélatrice « 'Work on Him Until He Confesses': Impunity for Torture in Egypt» (« Travaillez-le jusqu'à ce qu'il avoue : L'impunité relative à la torture en Égypte »).

véritable sens du politique, se mobilisant sur des questions sociales et pour les libertés publiques. Empêchés de récidiver sur le front électoral au prix de fraudes massives cinq ans plus tard, les Frères n'ont pas davantage manifesté leur volonté de renouer avec la violence. Pour Marc Lynch[5], professeur en sciences politiques à l'Université Georges Washington, le fait que les Frères musulmans s'obstinent dans une voie strictement légale en dépit de l'extrême répression qu'ils subissent depuis des décennies prouve que leur adhésion aux principes démocratiques est réelle et ne peut être simplement mise sur le compte de calculs opportunistes.

Les opposants à la confrérie ne manquent cependant pas de rappeler que l'actuel chef d'Al-Qaïda, Ayman el-Zawahiri, a été membre des Frères musulmans. Toutefois, cette information, si elle est exacte, est incomplète car pour être juste, il faut rappeler que c'est bien parce que la confrérie persiste à ne pas faire appel à la violence armée comme mode de contestation que Zawahiri l'a quittée. Le divorce entre les Frères musulmans et le futur chef d'Al-Qaïda est en effet consommé lorsque Zawahiri fait le constat de l'incompatibilité des vues entre les Frères et lui-même, pour ce qui concerne le recours aux armes comme instrument de lutte. Il en fait le récit dans un ouvrage dont le titre témoigne assez de l'amertume de son auteur : « La Moisson amère » (« *El hisad el murr* »).[6]

Quelle place faite aux femmes et aux Chrétiens ?

La société égyptienne est profondément pénétrée de religiosité, comme le confirme le sondage Gallup portant sur l'attachement des sociétés à la religion dans le monde, dans lequel l'Égypte occupe la première place[7]. Ce conservatisme majoritaire doit conduire à relativiser le poids des Frères musulmans qui ne sont qu'un acteur parmi d'autres d'une société nourrie d'un ethos patriarcal largement partagé. Ainsi, bien qu'opposé à une victoire électorale des Frères musulmans, le directeur de la Société biblique[8] à Héliopolis, Ramez

[5] Marc Lynch, « Le dilemme des Frères musulmans », *Middle East Brief*, Brandeis University, Crown Center for Middle East Studies, Janvier 2008, N°25, disponible sur http://www.brandeis.edu/crown/publications/meb/MEB25.pdf Accès septembre 2011

[6] Abu El-Fotouh répondait à la diatribe de Zawahiri par ces mots « […] Il y a un énorme fossé entre la résistance légitime, telle que pratiquée par le peuple palestinien contre les sionistes et l'usage de la force en dehors du cadre de résistance contre un ennemi extérieur. » *El Masry el youm*, 26 juin 2007, cité par Marc Lynch, op.cit.

[7] Le sondage de l'Institut Gallup réalisé en 2009 révèle que 100% des Égyptiens sont attachés fermement à la religion, ce qui place l'Égypte en tête des 143 pays considérés.

[8] La Société biblique est une association évangélique missionnaire qui ambitionne de diffuser et de promouvoir la Bible. Protestante à ses débuts, elle mobilise aussi à présent des catholiques.

Attalah, admet par exemple que la référence à la *sharia* comme source unique de la législation lui semble conforme aux aspirations de la société égyptienne, y compris des Chrétiens, puisque selon lui, les Égyptiens sont tous profondément conservateurs[9].

En vérité, les avancées essentielles de la condition féminine ont été l'œuvre de l'ancien président Nasser. Quelques chiffres en attestent. Entre 1953 et 1970, le pourcentage de filles inscrites à l'école connaît une progression de 170% en primaire et de 631% dans le secondaire, de sorte qu'elles représentent 40% des étudiants à l'université dès 1970 tandis que leur présence dans le secteur formel connaît une progression de 31%, ce qui peut être considéré comme une « avancée extraordinairement progressiste ».[10] Les années 1980, qui sont dominées par Anouar Sadate, surnommé le « président croyant », se caractérisent par une islamisation croissante de la société, une politique poursuivie par son successeur Hosni Moubarak. Cette islamisation par le bas a pour but de battre les islamistes sur leur propre terrain. Symétriquement, les coptes égyptiens suivent la même voie avec une communautarisation croissante et une sorte de pacte implicite liant le pape Shenouda au pouvoir en place, lui accordant un contrôle accru sur ses ouailles contre sa loyauté politique. Ainsi, Shenouda a obtenu un durcissement continu des conditions du divorce qui sont largement défavorables aux femmes[11].

Les Frères musulmans quant à eux ont un discours changeant, relativement aux droits des femmes et des Chrétiens. Leur plateforme, rendue publique en 2007, a suscité la polémique en excluant l'option d'une candidature féminine ou copte aux élections présidentielles. Toutefois, ce projet était l'œuvre de la frange très conservatrice de la confrérie[12]. De sorte qu'en incluant les membres plus libéraux et tenant compte aussi des réactions négatives, il a été procédé à une révision de cette charte, supprimant ses articles controversés.

[9] Entretien conduit par l'auteur à Héliopolis en juin 2011.

[10] Citation et chiffres de Selma Borman, citée par Alain Roussillon et Fatma-Zahra Zryoui dans *Etre femme en Egypte au Maroc et en Jordanie*, Editions Aux lieux d'être, 2006, p. 53. Malgré ces avancées indéniables, les auteurs remarquent que Nasser, du fait de son pouvoir autoritaire a desservi le mouvement féministe en dissolvant sa principale structure autonome, l'Union féministe égyptienne. Cette politique serait moins liée à une posture antiféministe de l'ancien raïs qu'à sa défiance idéologiquement marquée envers ses dirigeantes du fait qu'elles appartenaient aux classes sociales favorisées.

[11] Cela explique que pour certaines femmes coptes, la conversion à l'islam demeure la seule voie possible pour obtenir la dissolution de leur mariage, un thème dramatisé ces derniers temps qui a même abouti à de graves heurts interconfessionnels, Claude Guibal, « Coptes d'Egypte, l'arme du divorce », *Libération,* 4 novembre 2010.

[12] Les autres frères, réputés ouverts à une approche plus favorable aux femmes et aux Chrétiens étaient emprisonnés à ce moment-là, ce qui suggère une action opportuniste des conservateurs, si l'on en croit le chercheur Marc Lynch.

C'est donc bien un constat de relative incertitude qui demeure quant aux réelles visions sociales des Frères puisque, de fait, la plus grande diversité de vues est à l'œuvre, au point de s'affronter au sein même de leur direction. Pour un Mohamed Morsi considéré comme conservateur, on oppose aisément des Essam El Erian ou Abdel Monim Abu el Fotouh, considérés comme plus progressistes. Surtout, une véritable ligne de fracture oppose la vieille garde des jeunes Frères qui se déchirent sur le front économique et social tout à la fois. En effet, les Frères qui appartiennent aux ordres professionnels (comme l'ordre des médecins par exemple) sont plus enclins à défendre leur corporation et classe tandis que d'autres sont plus ouverts aux problématiques de défense des acquis sociaux, à distance d'un libéralisme exacerbé. Pour certains analystes, comme le chercheur Khalil al-Anani, cet affrontement pourrait tourner à l'avantage des jeunes libéraux, plus en phase avec les transformations actuelles de l'Égypte « révolutionnaire » post-Moubarak.

L'État juste selon les Frères musulmans

Émanation des Frères, le parti Liberté et Justice fondé après la chute de Moubarak est logiquement associé à la confrérie, bien que cette dernière se défende de tout lien organique avec ce parti. Toutefois, il s'avère que les Frères musulmans ont déjà manœuvré pour contourner la répression, lors des dernières années, afin de faire élire leurs membres sous couvert de représentation indépendante, de sorte qu'il est permis de douter du caractère réellement indépendant du parti vis-à-vis de la confrérie. Il reste que Mohamed Mursi, le président du parti Liberté et justice qui a pour vice-président un Chrétien, Rafiq Habib, affirme avec force l'attachement du parti à l'intégration des femmes et des Coptes en son sein et dans la société égyptienne tout entière. Le parti revendique ainsi plus de 1000 femmes et une centaine de coptes parmi ses 8000 membres fondateurs.

Par ailleurs, il semble que les Frères soient peu investis sur le front social. En cause, leur conception holiste et totalisante de l'Islam, conçue comme société globale unie par des liens indéfectibles ; dessinant une *weltverschauung* singulière, reflet d'un monde musulman unifié laissant peu de place à une société de classe, à tout le moins traversée de divergences de type social.[13] Pour le théologien réformateur Nasr Abu Zayd, disparu en 2010, il s'agit là d'un

[13] Patrick Haenni , Husam Tammam, « Les frères musulmans égyptiens face à la question sociale ; autopsie d'un malaise socio-théologique », Institut Religioscope, Etudes et analyses – N° 20 – Mai 2009, disponible sur http://religion.info/pdf/2009_05_fm_social.pdf.

piège conceptuel quasiment insoluble tant il met en cause une représentation du monde social qui pose les fondations mêmes du mouvement. Sur ce front économique, Essam el. Erian, membre important de la confrérie répond que « l'islam est un, alors que les emplois ou activités peuvent être l'objet de divisions »[14].

Quoi qu'il en soit, les observateurs de la Place Tahrir en plein soulèvement ont été marqués par l'attitude des Frères qui se sont placés en position de retrait par rapport aux évènements en cours, pendant les trois premiers jours de la révolution. Mais même lorsqu'ils s'y sont joints, ils n'ont pas, contrairement à leur habitude, eu recours à des affiches recouvertes d'appels religieux. Au surplus, ils ont appuyé le discours général, axant la révolution dans le cadre d'une revendication spectaculaire pour les droits politiques et sociaux. Prudence tactique ou choix véritable ? En vérité, il y a un certain temps déjà que les Frères sont revenus de leur fameux slogan « L'islam est la solution ». Ainsi, Mohammad Mursi affirme dans un article publié par The Guardian[15]qu'« Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que la démocratie véritable doit prévaloir ». Alors que les élections ont été reportées à une date incertaine, la vérité (ou infirmation) de cette assertion reste l'une des inconnues les plus cruciales de cette nouvelle ère post-Moubarak.■

Les auteurs assimilent le malaise des Frères en matière économique à l'idéologie islamiste qui tiendrait que le concept d'inégalités sociales est incompatible avec l'idéal islamique d'une oumma dont les membres sont liés par des relations fortes, quasi naturalisées faisant écho à l'unicité divine (*tawhid*).

[14] Jack Shenker, Brian Whitaker, "The Muslim Brotherhood uncovered", *The Guardian,* Mardi 8 février 2011.

[15] Mohammad Mursi "This is Egypt's revolution, not ours", *The Guardian*, Mardi 8 février 2011.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Christophe Ayad, *Géopolitique de l'Égypte*, Complexe, 2002
- Olivier Carré, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, L'Harmattan, 2002.
- Claude Guibal, Tangi Salaün, *L'Égypte de Tahrir*, Seuil, 2011.
- Marc Lynch, "Islam Divided Between Salafi-jihad and the Ikhwan", *Studies in Conflict and*
- *Terrorism*, Volume 33, Juin 2010.
- Xavier Ternisien, *Les Frères musulmans,* Fayard, 2005.

QUI SONT LES FRÈRES MUSULMANS ?

Par Fatiha Kaouès, GSRL-CNRS

OBSERVATOIRE GEOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / 5 OCTOBRE 2011

Observatoire dirigé par Nicolas Kazarian, chercheur associé à l'IRIS

kazarian@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info